

Les remboursements de la dette des pays en développement atteignent leur plus haut niveau

Dossier de la rédaction de H2o
December 2025

À

Selon le dernier Rapport sur la dette internationale publié le 3 décembre de la Banque mondiale, les paiements des pays en développement au titre du service de la dette extérieure entre 2022 et 2024 ont dépassé de 741 milliards de dollars le volume de nouveaux financements, ce qui correspond à l'écart le plus important depuis au moins 50 ans.

La plupart des pays ont néanmoins pu bénéficier d'un peu de répit l'année dernière après la hausse historique des taux d'intérêt et grâce à leur retour sur les marchés obligataires. Cela a permis à de nombreux pays d'écarter le risque de défaut de paiement en restructurant leur dette. Au total, les pays ont procédé à la restructuration de 90 milliards de dollars de dette extérieure en 2024, un montant record depuis 2010. Parallèlement, les investisseurs obligataires ont injecté 80 milliards de dollars de nouveaux financements de plus que ce qu'ils ont perçu en remboursements du principal et en intérêts. Cela a permis à plusieurs pays de mener à bien des émissions obligataires de plusieurs milliards de dollars. Ces financements ont toutefois été obtenus à un coût élevé : les taux d'intérêt ont fluctué autour de 10 environ le double des niveaux observés avant 2020.

"Les conditions de financement mondiales s'améliorent, mais les pays en développement ne doivent pas s'y tromper : ils ne sont pas hors de danger", alerte Indermit Gill, économiste en chef et premier vice-président du Groupe de la Banque mondiale pour l'économie du développement. "Leur dette continue de s'accumuler, parfois sous des formes nouvelles et pernicieuses. Les responsables publics, où qu'ils soient, devraient profiter de la marge de manœuvre dont ils disposent aujourd'hui pour remettre de l'ordre dans leurs finances publiques, au lieu de précipiter leur retour sur les marchés d'emprunt internationaux." Selon le nouveau rapport, la dette extérieure combinée des pays à revenu faible et intermédiaire s'est élevée en 2024 au niveau record de 8 900 milliards de dollars. Sur ce montant, la dette des 78 à faible revenu éligibles aux prêts de l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale a également atteint un volume inédit de 1 200 milliards de dollars. Les taux d'intérêt moyens sur les nouveaux prêts contractés en 2024 par les économies en développement auprès des créanciers publics et privés se situent respectivement à leur niveau le plus élevé en 24 ans et 17 ans. Au total, ces pays ont déboursé un montant sans précédent de 415 milliards de dollars rien qu'en intérêts, au détriment de dépenses qui auraient pu être consacrées à la scolarisation, aux soins de santé primaires et aux infrastructures essentielles. Dans les pays les plus endettés, une personne sur deux en moyenne ne peut pas se procurer les apports alimentaires journaliers nécessaires pour rester durablement en bonne santé.

Il est plus difficile d'obtenir des financements à faible coût, sauf auprès des banques multilatérales de développement. Le rapport met en évidence également un repli de la part des créanciers bilatéraux publics, principalement des États assimilés. Le rapport présente aussi une analyse alarmante des conséquences du fardeau de la dette publique sur la vie quotidienne des habitants des pays en développement. Il en ressort que dans les 22 pays les plus endettés (c'est-à-dire ceux dont l'encours de la dette extérieure représente plus de 200 % des recettes d'exportation), 56 % des habitants en moyenne ne peuvent pas se permettre une alimentation saine et nutritive. 18 d'entre eux sont des pays IDA, où ce chiffre grimpe à près des deux tiers de la population.

Banque mondiale

